**Manuel de la Comptabilité Nationale**

1

**SOMMAIRE**

**Introduction**

**1er Chapitre :** Structure de la Comptabilité Nationale

**2e Chapitre :** le champs de la production de la Comptabilité Nationale **3e chapitre :** les agents et les opérations économiques

**4e chapitre :** Analyse des opérations sur Biens et Services **5e chapitre :** Les agrégats de la production

**6e chapitre :** Analyse des opérations de Répartition et agrégats du Revenu **7e chapitre :** Analyse des Opérations Financières

**8e chapitre :** les comptes des agents *économiques*

***9e chapitre :*** *les tableaux centraux de la Comptabilité Nationale:*

- Tableau Economique d’Ensemble TEE

- Tableau Entrées Sorties TES

- Tableau des Opérations Financières TOF

2

**Introduction :**

La comptabilité National (CN) est apparue en tant que telle entre les deux guerres sous l’impulsion de la théorie Keynésienne, et depuis que l’intervention de l’état s’est accrue.

Afin de quantifier ses interventions (qui visaient la relance de l’emploi et de la production), il fallait connaitre les caractéristiques de l’économie nationale comme le PIB.

Le principal objectif de la comptabilité nationale est de fournir un cadre théorique et comptable complet permettant de créer une base de données macroéconomiques convenant pour l'analyse et l'évaluation des performances d'une économie1.A partir du fait que la comptabilité nationale est une méthode comptable qui utilise les résultats de la théorie économique avec des données statistiques brutes, afin de donner une image chiffrée, globale, et simplifiée de l’économie nationale pendant une période donnée.

« La comptabilité nationale appréhende la trace monétaire de l’économie d’un pays, et elle est en fait une représentation intégrée par le biais d’un schéma comptable généralisé »2.

Nous pouvons aussi mentionner brièvement d’autres utilisations ou finalités de la comptabilité nationale telles qu’elles sont perçues par le SCN 1993 :

• suivre le comportement d’une ou de plusieurs économies.

• effectuer des analyses macroéconomiques.

• la prise de décision et la formulation de politiques économiques.

• effectuer diverses comparaisons internationales ou régionales sur la structure économique, la croissance et l’évolution économique, les niveaux de vie, etc.

• effectuer des prévisions et projections économiques.

• construire divers modèles économétriques du fonctionnement de l’économie, à cet égard, les tableaux d’entrées sorties, de même que certaines autres parties des comptes, sont largement utilisés pour construire des modèles destinés à simuler l’impact de diverses politiques économiques ou sociales ou pour mesurer les retombées directes ou

1H.V. GBOSSA « Le système des comptes nationaux » in « Comptes nationaux » Munich Centre for Economic,Environmental and Social Statistics Munich 2001, p 35

2 M. Séruzier « Construire les comptes de la nation, selon le SCN 1993 » édition Economica, Paris 1996 p 31

3

indirectes de projets d’investissement ou de variations dans le niveau d’activité de certaines industries.

Même si la comptabilité nationale est un instrument utile à de nombreux points de vue et pour de multiples usages : pédagogique, théorique, pratique, politique économique, institutionnels mais, elle a des limites et rencontre des difficultés à ne pas perdre de vue3:

- Une représentation de la réalité économique mais non la réalité elle-même. - Une comptabilité purement économique et monétaire

- Une précision illusoire, en réalité des marges d’erreur de l’ordre de 10% sont tout à fait courantes (5% pour les meilleures évaluations, 20% pour les moins bonnes)4.

- Une comptabilité ex-post qui ne fait apparaître que les équilibres nécessairement réalisés ex-post. Elle rend mal compte des déséquilibres existants ex-post et pas du tout des déséquilibres ex-ante ni des phénomènes d'anticipation dont l'analyse économique moderne souligne l'importance pour la compréhension des évolutions.

- Des difficultés croissantes pour rendre compte des phénomènes de valeur.

- Un cadre essentiellement national mal adapté à la réalité contemporaine de la mondialisation.

Après avoir exposé quelques éléments de comptabilité nationale, on présentera tour à tour les différentes catégories comptables dans le SCN et dans le SCEA, tout au long de cette section, (et à chaque fois qu’il est possible de le faire).

3 Voir à ce sujet :

- E. Archambault, « Comptabilité nationale », édition Economica, 6ème édition Paris 2003, p 587 - O.Arkhipoff « introduction à la comptabilité nationale » éditions Ellipses Paris 1996, chapitre XIII pp 252-262

4Ibid p 324

4

**1. Le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de l’ONU**

Dans cette sous section seront abordés l’aspect historique des systèmes de comptabilité nationale de l’ONU notamment,le Système de Comptabilité Nationale (SCN) et quelques éléments concernant les nouveautés de la quatrième révision qui est approfondie.

**1.1. Bref aperçu historique**

Les origines du SCN remontent au rapport du sous-comité des statistiques du revenu national de la Société des Nations publié en 1947. Ce rapport et son annexe, ‘‘Définition et mesure du revenu national et des agrégats sous-jacents’’ élaborés par Richard Stone, président du sous-comité, montraient comment obtenir le revenu national et le produit national brut en sélectionnant et en combinant les opérations élémentaires du système économique, en même temps que la façon de présenter l’interdépendance de ces opérations.

En 1953, l’O.N.U. publie la première version de son " Système de comptabilité nationale ", présenté comme un modèle pour les pays souhaitant se doter de comptes nationaux selon les normes occidentales.

 L’évolution ultérieure est celle d’une diffusion internationale rapide de la comptabilité nationale, doublée d’un mouvement d’extension de celle-ci, visant à couvrir des dimensions jusque là délaissées : calculs à prix constants, intégration de tableaux d’entrées sorties, intégration de comptes financiers et patrimoniaux ; et d’efforts continus pour parvenir à une plus grande homogénéisation internationale à partir des travaux réalisés par les experts dans le cadre des organismes internationaux. La même année 1970, on voit apparaître un nouveau système de l’ONU (SCN 70) et la première version du Système européen de comptes économiques intégrés (SEC 70). L’effondrement de l’Union soviétique et la dissolution du camp socialiste amène la disparition du système de Comptabilité du produit matériel (SCPM) que les pays socialistes présentaient comme une alternative au SCN.

En 1993, une importante révision du système de l’ONU interviendra ensuite (SCN 93) et sera suivie de la définition en 1995, d’un Système européen des comptes nationaux et régionaux dans la communauté européenne (en abrégé SEC 95), cohérent avec le SCN 93, adopté comme Règlement par le Conseil de l’Union européenne en 1996 appliqué, au plus tard en 2005, dans tous les pays de l’Union Européenne.

5

Le Système de Comptabilité Nationale, Le "System of National Accounts 1993 (SNA)" a été préparé conjointement par les Nations unies, le Fond monétaire international, la Commission des Communautés européennes, l’OCDE et la Banque mondiale.

De ce fait la collaboration entre le Fonds monétaire international (FMI) et les auteurs du SCN-1993 a conduit à une harmonisation des nomenclatures du SCN-1993 avec les normes du FMI en matière de balance de paiements et de statistiques financières des gouvernements. Le même type d’intégration fut effectué avec les normes du Bureau international du Travail (BIT) en ce qui concerne les statistiques de main-d’œuvre et d’emploi. Le SCN-1993 a aussi intégré dans ses normes la dernière Classification internationale type, par industrie CITI, de toutes les branches d’activité économique, des Nations Unies, ainsi que la classification centrale des produits du même organisme5.

**1.2. Les nouveautés du SCN 1993**

Le SCN 1993 a été favorablement accueilli et approuvé à l’unanimité par la Commission de statistique des Nations unies, et devrait être utilisé comme cadre universel pour l'établissement des comptes nationaux, afin de promouvoir l’intégration des statistiques économiques et des domaines connexes. A ce titre il constitue une Tendance à l'universalité et une harmonisation internationale des comptes économiques nationaux des pays membres de l’ONU, notamment après la disparition de l’autre système de comptabilité Nationale de l’ONU le SCPM avec la disparition du bloc socialiste.

Le SCN 1993 est un ensemble de comptes macro-économiques complet, cohérent et souple visant à répondre aux besoins des analystes publics et privés, des responsables politiques et des décideurs. Il a été conçu pour être utilisé dans des pays à économie de marché, quel que soit leur niveau de développement, mais aussi dans les pays en transition vers ce type d'économie6.

Depuis 1996, et à l’instar des autres pays membres de l’ONU, l’adoption du SCN 1993 en Algérie est à l’ordre du jour, mais jusqu’à présent rien n’a encore été fait.

5 D. Baribeau « La comptabilité nationale ou économique et certains de ses systèmes de classification » Institut de la statistique du Québec, septembre 2000

6 System of National Accounts 1993 (SNA)

6

Concernant les nouveautés du SCN 1993 qui est la quatrième révision7. Les grandes lignes du changement peuvent être résumées comme suit :

- révision de la structure des comptes et nouveaux soldes.

- Nouvelles définitions des unités statistiques, révisions des ventilations par secteur.

- Une définition plus précise des opérations rentrant dans la frontière de la production.

- Modification de l’évaluation et du traitement des impôts sur les produits.

- Distinction entre la production marchande et les autres types de production non marchande.

- Elargissement et précisions des concepts d’actifs, de formation de capital, de consommation de capital fixe, des instruments et d’actifs financiers.

- Mesure de prix et de volume et introduction de la notion de revenu réel.

- L’adoption de la révision de la nomenclature CITI (Cf. supra 1.2.2.1.1 les Classification de l’ONU : la CITI REV 4).

- un gros effort d’explication, et une mise en cohérence complète des concepts et définitions retenus, ce qui a donné des modifications dans la terminologie.

- une amélioration de l’analyse économique8, et un principe de flexibilité.

**Aperçu sur le Système des Comptes Economiques Algériens SCEA**

Pendant la période 1958-1978, c’est le système de la comptabilité Nationale Algérienne (CNA) qui prévalait, inspiré de l’ancien système de comptabilité nationale française (CNF). Afin d’adapter le système de comptabilité nationale avec la structure socioéconomique d’un pays en voie de développement, les comptables nationaux algériens ont mis en place le Système des Comptes Economiques Algériens (SCEA) qui est entré en vigueur à partir de 1979.

7 M. Séruzier « Construire les comptes de la nation, selon le SCN 1993 » op. Cit. p 128

8 Ce point est considéré par M. Séruzier comme étant la principale innovation méthodologique du nouveau SCN, Ibid p 129

7

L’avènement du SCEA est parti d’une meilleure connaissance de l’économie algérienne, avec une prise en considération des besoins et des objectifs de la planification nationale, où la finalité était aussi de traduire la présence d’un secteur public important, et décrire clairement la production et les revenus9.

Le SCEA est inspiré de l’ancien système français (Méthodes de la comptabilité nationale française /CNA), ainsi que des systèmes internationaux de comptabilité nationale de l’ONU, le Système de Comptabilité Nationale (SCN 1968), et le système des comptes du produit matériel (SCPM 1971).

9 M. Labidi “Manuel de comptabilité nationale”, édition OPU, Alger 1981, p 148

8

**CHAPITRE PREMIER :**

**STRUCTURE DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

9

**Chapitre 01 : Structure de la Comptabilité Nationale**

1) cadre comptable

2) cadre temporel

3) cadre spatial

**Cadre de la Comptabilité Nationale :**

La représentation du circuit économique nous a donné un aperçu sur la façon que constitue le cadre formel de la CN.

Dans le cadre, trois dimensions vont être abordé, la dimension comptable, temporel et enfin spatial.

1) la dimension comptable :

Le système comptable permet a travers l’écriture symétrique de présenter une situation équilibré grâce aux principes de la partie double qui permet le contrôle comptable et la vérification que chaque opération a été enregistrée et de ce fait, les comptes sont toujours équilibrés car la somme des ressources est égale à la somme des emplois. Il s’agit bien sûr d’un équilibre comptable ex

post !

Il peut y avoir un équilibre comptable macroéconomique sans qu’il traduit forcement un équilibre économique.

2) la dimension temporel :

Il s’agit de distinguer entre les comptes de flux et les comptes de stocks, entre les variations de stock et les variations de flux, les variations de stock sont datées mais n’ont pas la dimension temporelle (le recensement de la population, la masse monétaire).

Les variations de flux ont une dimension temporelle car le flux s’effectue pendant une durée déterminé la durée durant laquelle s’est effectuée l’observation. En CN, cette durée est généralement l’année civile, ou l’opération économique enregistre entre le 1er Janviers et le 31 décembre de la même année, toutefois il faut savoir qu’il peut y avoirdes comptes trimestriels ou semestriels.

3) le cadre spatial :

La CN doit préciser l’ensemble des agents qu’elle décrit. Elle peut opter pour l’optique juridique et à ce moment, elle va décrire l’activité économique des unités économiques qui ont la nationalité Algérienne.

Elle peut aussi opter pour le critère géographique, et à ce moment, elle va décrire l’activité des unités économiques qui exerce au niveau du territoire national (ce critère étant établi par la CN). Le SCEA a adopté le critère de résidence, ainsi il a délimité l’économie « Intérieur » qui

10

concernera désormais l’activité de l’ensemble des unités économiques résidente, c'est-à-dire l’ensemble des unités économiques qui ont un centre d’intérêt sur le territoire national. Autrement dit, l’ensemble des unités qui effectue des opérations économiques sur le territoire national pour une durée d’une année ou plus.

Il est aussi possible d’établir des comptes régionaux pour les besoins d’une politique de décentralisation.

11

**CHAPITRE DEUX :**

**LE CHAMP DE LA PRODUCTION DU SCEA**

12

**Chapitre 02 : Le champ de la production du SCEA**

**3.1.3. Le champ de production**

Pour répondre aux interrogations posées à la fin de la sous section précédente, la comptabilité nationale interpelle la théorie économique, en tenant compte de la réalité socioéconomique de chaque pays, car la définition de la production et donc du champ de production constitue l’identité de tout système de comptabilité nationale.

C’est à partir de cette définition que sera mesurée la production de chaque pays, du moment que c’est la définition qui détermine le contenu des biens et des services.

Plus le champ de la production est large, plus le volume de la production est élevé, et vis versa, plus le champ de la production est moins large, plus le volume de la production est moins élevé.

Ainsi on ne peut s’en passer de la théorie économique, si on veut délimiter le champ de la production. Le contenu du champ de la production a été beaucoup développé depuis les physiocrates au XVIIIème siècle, qui considéraient que la terre est la source unique de la production, les autres activités qui n’avaient aucune relation avec la terre étaient considérées comme stériles et non productives. Le champ de la production a commencé à s’élargir avec A. Smith (1722-1790) qui l’étend aux activités qui donnent la production de biens y compris le commerce.

K. Marx maintient presque la définition d’A. Smith, mais d’un point de vue différent, ainsi la production dans la définition marxiste est l’« activité économique qui transforme les objets de travail afin de les rendre susceptible de subvenir aux besoins sociaux et les valeurs d’usage »10.

Le champ de la production s’étend d’avantage avec les néoclassiques, pour ne pas se limiter uniquement à la production des biens, mais tous les services, et cela en se basant sur la théorie de la valeur utilité, où toute activité qui procure des biens ou des services est considérée comme productive.

Afin de déterminer leur champ de la production, les deux systèmes de comptabilité de l’ONU, le SCN et le SCPM -(avant sa disparition)-, se référaient à l’une des deux théories,

10 J. Ibarola, N. Pasquarelli « Nouveau dictionnaire économique et sociale » édition sociale, Paris 1981, p 500

13

marxiste ou néoclassique. Pour comprendre le champ de la production du SCEA, il est important de le présenter brièvement dans les deux systèmes de comptabilité de l’ONU, vu le fait que le SCEA s’en est inspiré d’eux.

**1. Le champ de la production du SCPM**

Le SCPM divise l’activité économique en deux secteurs :

- le secteur de la production matérielle → activité productive.

- le secteur des services → activité non productive.

Le travail productif est le travail de l’homme et son intervention au niveau de la nature pour subvenir aux besoins, c’est-à-dire le travail fourni pour produire des biens matériels11.

Les secteurs productifs, sont les secteurs où le travail est incorporé sous forme de biens matériels c’est-à-dire :

- des produits matériels (l’objet du travail, énergie).

- Les services matériels (transport, communication et commerce).

Les services matériels (productifs) sont des prolongements directs du processus de production Ils sont nécessaires pour que l’utilisateur final puisse obtenir les produits matériels. La valeur se crée essentiellement dans les branches des produits matériels ; en plus d’une partie qui se crée par quelques activités de ces services matériels (emballage de marchandises et son transport etc.).

Une ouverture du champ de la production a été opérée, à ce titre la version de 1985 du SCPM introduit une balance des services non matériels12.

Le secteur de la production matérielle du SCPM contient des branches comme l’industrie, le bâtiment, l’agriculture, le transport, le commerce et diverses activités productives13.

11Ibid p 107

12 A. Vanoli « Nomenclatures et systèmes comptables » in, X. Greffe, J. Mairesse et J-L. Reiffers (Editeurs) « Encyclopédie économique » édition Economica Paris 1990, p 524

13 M. Labidi « manuel de comptabilité nationale » op cit p 53

14

Le secteur des services non matériels du SCPM contient les services publics, le logement, l’éducation, la santé, les secteurs financiers, les assurances, l’administration et autres.

Pour A. Vanoli le SCPM repose sur le choix idéologique d’une des interprétations possible des textes marxistes, sans qu’un lien nécessaire apparaisse entre ce choix et la théorie sous-jacente, ou les caractéristiques des pays qui l’ont effectué14.

14Ibid p 524

15

**2. Le champ de la production du SCN**

Le champ de la production du SCN est basé sur le refus d’aucune distinction entre l’activité économique productive, et l’activité économique non productive. Dans les pays anglo saxons où prédomine la théorie économique néoclassique, qui considère que toute activité économique est utile même si elle n’est pas destinée à être échangé. Le SCN considère comme productives toutes les unités qui vendent des biens et des services, y compris l’administration et les travaux domestiques.

Le SCN définit les services comme étant « *des sorties produites sur commande et dont la commercialisation ne peut être dissociée de la production ; des droits de propriété ne peuvent être établis sur des services et au moment même où la production d’un service se termine, il doit être fourni au consommateur* »15.

Cependant le SCN de 1993 réserve une place aux services de l’activité « des technologies de l’information et de la communication », ainsi il fait une exception à la règle précédente à un « *groupe de branches d’activité généralement classées parmi les activités de services dont certaines de leurs productions présentent des caractéristiques de biens ; il s’agit des branches qui sont concernées par la fourniture, le stockage, la communication et la diffusion des informations, des conseils, et des loisirs au sens le plus large de ces termes ; les produits de ces branches d’activité, sur lesquels il est possible d’établir des droits de propriété peuvent être classés soit comme des biens soit comme des services selon le support sur lequel ces productions sont fournies* »16.

Une simple comparaison entre les champs de production des deux systèmes le SCPM et le SCN montre que le point de clivage est la sphère des services. On verra que le SCEA va essayer de se positionner entre les deux systèmes.

**3. Le champ de la production dans le SCEA**

Par rapport à la problématique du champ de production, Le SCEA avait pris une position intermédiaire entre les deux systèmes de comptabilité nationale de l’ONU de l’époque de son élaboration.

15 OCDE « Système de comptabilité nationale, 1993 Glossaire » OECD publications, PARIS 2000 p 50 16Ibid p 50

16

Pour le SCEA sont considérées comme productives « toutes les activités productives qui conduisent à la création de biens et de services échangés ou échangeables sur le marché »17.

En plus des biens matériels, le SCEA inclut les services matériels productifs et les services immatériels productifs.

Dans le SCEA les services sontsubdivisés en trois catégories :

**a) les services matériels productifs qui englobent :**

Le transport et les annexes de transports, le commerce, hôtellerie, cafés et restauration, intermédiaires et annexes du commerce et de l’industrie, les services des bureaux d’études pour les entreprises, bâtiment (architecture), les services de réparation, lavage, et location de matériel.

**b) les services immatériels productifs qui englobent :**

Les services marchands fournis aux ménages, comme les services de médecine privée, les salons de coiffures, les salles de cinéma.

**c) les services non productifs qui englobent :**

Les services non marchands fournis par l’administration publique (santé publique, éducation et autres), les institutions financières (banques, sociétés d’assurances etc.), les affaires immobilières, les services domestiques.

On peut remarquer que la dernière catégorie de services n’est pas incluse dans le champ de production du SCEA.

**Mesure de la production**

Après avoir délimité le champ de la production, une question se pose : comment est mesurée cette production ? Pour commencer on peut dire que, même, si on essaie d’utiliser les unités matérielles pour mesurer la production de biens et de services, sitôt qu’on veut additionner les différents biens et services, se pose le problème de la différence des unités de mesure qui ne permet pas l’agrégation à l’échelle macroéconomique.

Pour chaque problème de mesure, les comptables nationaux recourent au système des prix qui permet d’évaluer les biens et les services avec la même unité monétaire du pays

17 K. Akacem « Comptabilité nationale le SCEA » édition OPU, p 33

17

concerné afin de procéder aux agrégations nécessaires. Cela est possible pour les opérations sur biens. Mais pour les biens d’actifs, l’additivité n’est pas possible, et l’on doit recourir à des solutions spécifiques.

Les opérations sur services (services d’intermédiation financière, commerce de gros et de détail, services aux entreprises, éducation, recherche et développement, santé, loisirs, etc.) présentent aussi des difficultés de traitement .Les unités physiques correspondantes étant difficiles à déterminer. Des conventions doivent être fixées et appliquées à l’ensemble de ces services18.

Traditionnellement, la production est définie comme création d’un produit. Un produit est quelque chose qui est caractérisé par une quantité physique q, un producteur, un utilisateur, un marché et un prix p. Il possède par conséquent une valeur19.

V = p x q

Ainsi la valeur de chaque bien ou service est obtenue en pondérant la quantité par le prix unitaire.

Dans le SCEA les prix avec lesquels on pondère les quantités physiques, pour mesurer et évaluer la production, sont appelés les prix du marché, c’est-à-dire les prix par lesquels les agents économiques vendent et achètent pendant l’année de référence. Se sont les prix perçus effectivement par les fournisseurs et payés par les acquéreurs.

A partir de là on peut dire que les prix ne sont pas les mêmes pour le même produit. Cette différence s’explique par le point de vue à partir duquel on se place, celui du producteur ou de l’acquéreur. A la lumière de cette explication passant en revue les différentes catégories de prix utilisés par le SCN et le SCEA.

18M.M-katoula « prix et volume en comptabilité nationale »» in « Comptes nationaux » Munich Centre for Economic,Environmental and Social Statistics Munich 2001p 69

19 O.Arkhipoff « introduction à la comptabilité nationale » op. Cit.p 91

18

**1. Différents ensembles de prix**

Le prix est défini comme la valeur d’une unité de bien ou de service dont les quantités sont parfaitement homogènes en termes physiques et en termes qualitatifs.

Un bref aperçu sera consacré aux différents ensembles de prix, dans le SCN et dans le SCEA.

**1.1. Catégories de prix du SCN**

Les principales catégories de prix sont : les prix de base, les prix du producteur, et les prix d’acquisition20.

• Le prix de base et le prix du producteur sont tous les deux des montants que le producteur reçoit de l’acquéreur, pour une unité de bien ou de service produit, mais ils diffèrent en ce qui concerne la comptabilisation des impôts sur les produits et des subventions.

• Le prix d’acquisition exclut les taxes déductibles telles que la TVA, et inclut les frais de transport et commerce payés séparément par l’acquéreur pour prendre possession du produit acheté, au lieu et moment requis.

**1.2. Catégories de prix du SCEA**

Le SCEA retient les catégories de prix suivantes :

Le prix de revient = le coût de la consommation intermédiaire + les rémunérations de salariés + consommation de fonds fixes.

Le prix du producteur est le prix départ usine, c’est le prix du marché du point de vue du producteur, puisqu’il exclut les frais de distribution (c’est-à-dire les marges commerciales, et le coût de transport), il est égal à :

20M.M-katoula « prix et volume en comptabilité nationale »» in « Comptes nationaux » Munich Centre for Economic,Environmental and Social Statistics Munich 2001p 68

19

Le prix du producteur = le prix de revient + les impôts liés à la production – les subventions d’exploitation perçus par le producteur + l’excédent brute d’exploitation (c’est le profit brut du producteur).

Le prix à la production, est le prix du producteur hors taxes. Les taxes contiennent la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), anciennement Taxe Unique Global à la Production (TUGP).

Le prix du marché = le prix de producteur + les taxes.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt lié à la production et à l’importation qui, collecté par les entreprises, est essentiellement supporté par les consommateurs finals de biens et services, elle est reversée à l’administration publique.

Prix d’acquisition c’est le montant effectif payé par l’acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions d’exploitations sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l’acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s’ajouter en cas d’octroi d’un crédit.

Le prix d’acquisition est le prix du marché du point de vue de l’acquéreur.

D’une façon générale on peut dire que la production est évaluée aux prix à la production (c’est-à-dire hors taxes).

Ainsi dans les tableaux entrées-sorties (TES) du SCEA la valorisation des ressources et des emplois des biens et des services se fait au prix du marché, c’est-à-dire le prix effectivement versé par l’acheteur et perçu par le vendeur21.

Avant de terminer la discussion sur le champ et l’évaluation de la production, signalons que les prix ne sont pas stables dans le temps, alors que les principales utilisations de la comptabilité nationale est d’étudier les grandeurs économique à travers le temps. Ce qui suppose que les prix ne varient pas, mais il est courant que l’évaluation des grandeurs économiques se fait aux prix de l’année en cours. Pour trouver une issue à cette problématique et afin de procéder à

21 MPAT « Comptes économiques nationaux : le tableau entrées-sorties (TES) 1979 » édition la direction générale de la statistique, Alger janvier 1984, p 9

20

des comparaisons dans le temps la comptabilité nationale utilise les prix constants par le biais de la déflation à l’aide des indices de prix et les indices de volume.

Maintenant on peut aborder aisément le tableau entrées-sorties (TES) dans le SCEA puisque c’est ce dernier qui définit la forme et le contenu du TES, et c’est ce qui explique notre insistance à présenter les aspects comptables qui sont en relation avec les tableaux entrées-sorties (TES).

**Traitement de la TVA :**

TVA versé = TVA facturée -(TVA récupérable + TVA déductible)

- La loi fiscale en Algérie donne à l’entreprise le droit de récupérer la TVA payé sur ses achats en produits intermédiaire et d’en déduire aussi la TVA payé par l’entreprise lors de ses achats d’équipements.

- De ce fait, le montant de la TVA perçue par l’Administration fiscale est calculé sur la base de la formule sus-citée.

21

**CHAPITRE TROIS:**

**LES AGENTS ET LES OPERATEURS DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

22

**Chapitre 03: les agents et les opérateurs de la Comptabilité Nationale**

Il est possible de procéder à plusieurs types de classification des agents économique.

La classification la plus élémentaire et celle de Colin Clark ou l’activité économique est découpée en trois (3) secteurs.

-Secteurs primaire (agriculture et mines)

-Secteurs secondaire (activité industrielle)

-Secteurs tertiaire (services)

L’intérêt de ce découpage vient du fait qu’il nous permet de voir l’évolution de l’activité économique à travers le temps ex : le secteur tertiaire au début du 20éme siècle n’a pas la même importance qui connait maintenant le SCEA propose deux types de classification des agents économique :

**La classification de l’activité économique :**

Il peut y avoir deux approches, une approchefonctionnelle et une autre institutionnelle. La première nous donne une classification fonctionnelle en terme de nomenclatures d’activités (branches et secteurs d’activité), et la seconde en terme de secteur institutionnels

**A)Classification fonctionnelle**

Il s’agit en fait d’un découpage de l’activité économique sous forme de nomenclatures, des découpages de ce type sont établis par les institutions internationales, comme les structures rattachées à l’ONU ou à l’Union Européenne (UE), ou des institutions publiques nationales (propres à chaque pays). Cette sous section sera clôturée par un exposé consacré au découpage du système productif algérien en terme des deux nomenclatures, celle de la base 1980 et la toute dernière, celle de la base 2000.

**1. Les nomenclatures d’activités**

23

Sans nomenclature, il n’y a pas d'analyse économique possible22. Seule la nomenclature permet de donner à ces mots qui occupent une si grande place dans les exposés d'économie, " l'industrie électronique ", " l'industrie mécanique ", " la sidérurgie ", un contenu suffisamment précis

Le mot " nomenclature " a de nombreux synonymes : systématique, typologie, taxinomie, etc. Dans le langage des statisticiens, " *la classification est l'opération par laquelle on construit une nomenclature. « La " nomenclature " est le produit concret, disponible sous la forme d'un texte, de l'opération de classification. Le " classement " est l'opération par laquelle on identifie la classe d'une nomenclature à laquelle appartient un individu : on classe les établissements selon leur activité économique principale, les individus selon leur métier, leur catégorie sociale, etc*. »23.

Souvent la nomenclature comporte plusieurs " niveaux " correspondant à des degrés de détail différents, effectivement « une nomenclature se caractérise par différents niveaux de classification, emboîtés les uns dans les autres, de telle sorte que les rubriques du niveau inférieur constituent un nouvel ensemble donnant lieu à une classification par le niveau immédiatement supérieur. Pour chaque nomenclature du système il importe de procéder à la définition des différents niveaux"24.

La figure ci-dessous illustre ce principe d’emboîtement ou d’arborescence (cf. figure 1.5 ci-dessous).

Figure 1.4. Le schéma d’une nomenclature

 

22 Bernard Guibert, Jean Laganier, Michel Volle « Essai sur les nomenclatures industrielles » Revue " Économie et statistique " n° 20, février 1971 p7

23M. Volle « Le métier de statisticien » édition Economica 2ème édition 1984, p 124 Source : M. Volle « Le métier de statisticien » op. Cit. p 125

24 M. Séruzier « Construire les comptes de la nation, selon le SCN 1993 » édition Economica, Paris 1996 p 58

24

**1.1. Les Classifications de l’ONU : la CITI REV 4**

La **C**lassification **I**nternationale **T**ype par **I**ndustrie de toutes les branches de l’activité (CITI, Rev 4)25, a été adopté par l’ONU en février 1989, son utilisation comme nomenclature de base pour des projets nationaux, s’élargit de plus en plus.

La CITI est passée par plusieurs versions dont les plus connues ; CITI Rev 3 CITI Rev 3.1 et la toute dernière CITI Rev 4rév. 3, comporte une structure de classification à 4 niveaux :

17 sections (pas de sous-sections)

60 divisions

159 groupes

292 classes

Il existe d’autres classifications de l’ONU, telles que les nomenclatures de commerce international du Système Harmonisé (SH) et de la Classification des Produits Centrale (CPC), ces dernières regroupent en principe en une seule catégorie des biens et des services qui sont normalement produits par une activité unique.

Les trois nomenclatures26, (CITI Rev 4, SH et CPC) forment le noyau de base universel des principales nomenclatures (classifications), d’activités et de produits des Nations Unies.

**1.2. La Classification de l’UE : la NACE REV 1**

L’union Européenne dispose de sa propre nomenclature appelée la Nomenclature des Activités des Communautés Européennes (NACE REV 1).

La Nomenclature des Industries établies dans les Communautés Européennes (NICE) a été élaborée entre 1961 et 1963. La Nomenclature du Commerce est apparue dans la CEE (NCE) en 1965, elle couvrait l'ensemble des activités commerciales. En 1967, une nomenclature des services a vu le jour, suivie d'une nomenclature des activités agricoles. Enfin, en 1970, il y a eu l’élaboration de la Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes, connue sous le sigle NACE, et ultérieurement NACE 70 ou NACE 1970.

25Division de statistique de l’ONU« Classifications » Bulletin d’informationn° 15, Décembre 2004 p 3 26ibid p 5

25

La NACE 1970 a été remplacée par la NACE Rév. 1, qui a établi un lien direct entre la nomenclature européenne et la nomenclature CITI rév. 3. Ces deux nomenclatures sont directement compatibles au niveau à deux chiffres, et des niveaux plus détaillés de la CITIrév. 3 peuvent être établis en agrégeant les niveaux plus détaillés de la NACE Rév. 127. Par exemple la correspondance au niveau du groupe

NACE Rév. 1

17 sections (lettres A à Q)

31 sous-sections (codes alphabétiques à deux caractères)

60 divisions (codes à deux chiffres)

222 groupes (codes à trois chiffres)

503 classes (codes à quatre chiffres)

Le tableau suivant nous donne les correspondances entre CITI REV3 et NACE REV1, ou on voit que la différenciation de classification commence dés le niveau trois niveau des groupes.

Tableau 1.5. structure des nomenclatures d’activité

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | CITI REV 3  | NACE REV 1 |
| Sections  | 17  | 17 |
| Divisions  | 60  | 60 |
| Groupes  | 169  | 240 |
| Classes  | 291  | 516 |

**Les nomenclatures algériennes d’activités**

Il s’agit de présenter le découpage officiel du système productif. Ce découpage a connu deux moments. Le premier moment correspond au premier découpage qui a prévalu des années 1980 jusqu’au 1999, Le second moment correspond au récent découpage (base 2000).

**1. La nomenclature base 1980 (NAP 80)**

Le premier découpage a été élaboré par le ministère de la planification et de l’aménagement du territoire (MPAT) pendant la période (1979-1980), et à ce titre certains

27 NACE Rév. 1, Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, Introduction, Eurostat, mai 1996, règlements du Conseil (CEE) n° 3037/90 d'octobre 1990 et n° 761/93 d'avril 1993 sur la NACE Rév. 1; Eurostat

26

auteurs estiment que la théorie des industries industrialisantes a eu une influence directe sur la méthodologie du MPAT, quant au découpage du système productif. Cette influence est présente dans les différents travaux et documents que ce ministère a publiés28.

Ce découpage est apparu dans le document29 qui présente les nomenclatures des branches et des secteurs d’activités inspirées de la nouvelle nomenclature des activités et produits (NAP)30.

Le critère de base retenu pour ce découpage, est la destination des biens, (dans le cadre des différents documents des plans et de statistiques, et surtout lors de la mise en place des comptes nationaux), il est nécessaire de connaître la destination des biens (biens d’équipement, biens de consommation intermédiaires et les biens de consommation finale)31.

Ainsi on retrouve dans le document (corrigée en août 1981), une classification de 99 branches (cf. tableau 1.7), dans le cadre de Nomenclature des activités et des produits résumés (NAPR), comme il existe deux classifications en secteurs d’activités:

28 K. Tahari « La formation brute du capital fixe en Algérie, approche théorique et évaluation », Thèse de 3ème cycle, p 49.

29 MPAT, ONS

- « Nomenclature des branches et des secteurs d’activités » Alger mai 1980 (corrigée en août 1981), - « Nomenclature des activités et des produits résumés (NAPR) » Alger février 1983

- « Nomenclature des secteurs d’activités (NSA) » document de travail, Alger février 1985 30Ce document a été publié dans le journal officiel, (arrêté du 13 mai 1980).

31Ibid p 1

27

Tableau : Nomenclature des activités économiques et des produits résumés NAPR base 1980

|  |  |
| --- | --- |
| Cod e NAPR |  LIBELLE |

1 Produits de la pêche

2 Produits de la sylviculture et de l'exploitation forestières

03 à 06 Produits agricoles

7 Electricité

8 Gaz

9 Eau

10 Pétrole brut et gaz naturel

11 Produits pétroliers raffinés

12 Gaz naturel liquéfié

13 Transport d'hydrocarbures par canalisations

14 Services et travaux publics pétroliers

15 Charbon

16 Minerai de fer

17 Minerais métalliques non ferreux

18 Pierres à bâtir, argile et sable

19 Extraction du Sel

20 Minerais de phosphate

21 Minerais de matières minérales n.c.a

22 Sidérurgie et première transformation de la fonte et de l’acier

23 Production première transformation des métaux non ferreux

24 Fabrication de biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques 25 Biens de consommations métalliques

28

26 Biens de consommations mécaniques

27 Biens de consommations électriques

28 Biens d'équipement métalliques

29 Biens d'équipement mécaniques

30 Biens d'équipement électriques

31 Véhicules industriels

32 Matériels ferroviaires

33 Produits de la construction aéronautique

34 Produits de la construction navale

35 Produits de mécanique de précision destinés à l'équipement 36 Produits de l'industrie de verre

37 Matériaux de construction (produits rouges)

38 Céramique vaisselle (porcelaine)

39 Liants hydrauliques

40 Produits en ciment en amiante et matériaux de construction divers 41 à 43 Produits du bâtiment et des travaux publics

44 Produits de la chimie minérale de base

45 Engrais et pesticides

46 Résines synthétiques, matériaux plastiques de base et de fibres artificielles 47 Autres biens intermédiaires plastiques

48 Produits de la chimie organique de base

49 Peintures

50 Produits pharmaceutiques

51 Autres produits chimiques

52 Produits en caoutchouc

53 Tabacs et allumettes

54 Corps gras

29

55 Produits de travail des grains

56 Sucres

57 Boissons alcoolisées

58 Boissons non alcoolisées

59 Laits et produits laitiers

60 Viandes et conserve de viandes et poissons

61 Conserve de fruits et légumes

62 Produits alimentaires non compris ailleurs

63 Produits pour l’alimentation des animaux

64 Biens intermédiaires en textiles

65 Biens de consommation en textiles

66 Biens intermédiaires en cuirs

67 Biens de consommation en cuirs

68 Produits de première transformation de bois

69 Mobilier en bois et en plastique

70 Mobilier métallique

71 Produit du travail du liège

72 Papiers

73 Imprimerie presse et édition

74 Produits des autres industries manufacturières

 75 à 79 Transports et auxiliaires de transports

80 Services des postes et télécommunication

89 Services des hôtels cafés et restaurants

93 Services fournis aux entreprises

94 Services fournis aux ménages

Source : MPAT « Comptes économiques nationaux TES 1979 » Janvier 1984. p 232

30

- une classification de 17 secteurs, où l’industrie est répartie en biens d’équipement, biens intermédiaires, et les biens de consommation.

Tableau 1.7. Nomenclature des secteurs d’activités N.S.A. 17 postes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| NSA  | Libellés  | N.A.P.R. |
| A  | Pêche Agriculture et chasse, sylviculture et exploitation forestière, vinification | 01 à 06 |
| B  | Industrie agroalimentaire  | 53 à 63 |
| C  | Eau et énergie  | 07 à 09 |
| D  | Hydrocarbures  | 10 à 13 |
| E  | Industrie de biens intermédiaires | 15 à 24 36, 37, 39, 40, 44, 49, 52, 64, 66, 68, 71 et 72 |
| F  | Industrie de biens d’équipement  | 28 à 35 |
| G  | Industrie de biens de consommation | 25 à 27, 38, 50, 51, 65, 67, 69, 70, 73 à 74 |
| H  | Bâtiment et travaux publics  | 41 à 43 |
| I  | Services et travaux publics pétroliers  | 14 |
| J  | Transports et communication  | 75 à 80 |
| K  | Commerce  | 81 à 88 |
| L  | Hôtels, restaurants et cafés  | 89 |
| M  | Services fournis aux entreprises  | 93 |
| N  | Services marchands fourni aux ménages  | 94 |
| O  | Etablissements financiers  | 90, 91 |
| P  | Affaires immobilières  | 92 |

31

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Q  | Services non marchands fournis à la collectivité  | 95 à 99 |

Source : MPAT/ONS ’’Nomenclature de branche et de secteurs d’activités’’ op cit p 14

- une classification de 22 secteurs, il s’agit d’une classification classique qui a existé dans le passé, où l’industrie est répartie selon sa nature, comme les Industries Sidérurgiques, Métallurgiques, Mécaniques et Electroniques (ISMME), les industries des hydrocarbures, l’industrie du textile etc.

Tableau 1.8. Nomenclature des secteurs d’activités N.S.A. 22 postes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| NSA  | Libellés  | NAPR |
| I  | Agriculture, pêche, chasse, sylviculture et exploitation forestière (y.c. vinification) | 01 à 06 |
| II  | Eau et énergie  | 07 à 09 |
| III  | Hydrocarbures  | 10 à 13 |
| IV  | Services et travaux publics pétroliers  | 14 |
| V  | Mines et carrières  | 15 à 21 |
| VI  | Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques et électroniques. (I.S.M.M.E) | 22 à 35.70 |
| VII  | Matériaux de construction, céramique, verre  | 36 à 40 |
| VIII  | Bâtiments et travaux publics (non pétroliers)  | 41 à 43 |
| IX  | Chimies, caoutchouc, plastiques  | 44 à 52 |
| X  | Industries agroalimentaires, tabacs, allumettes  | 53 à 63 |
| XI  | Industries textiles, bonneterie, confection  | 64, 65 |
| XII  | Industries des cuirs et chaussures  | 66, 67 |
| XIII  | Industries du bois, liége, papier, imprimerie etc.…  | 68 ; 69, 71 à 73 |
| XIV  | Industries diverses  | 74 |
| XV  | Transports et auxiliaires des transports, communication (P.T.T.)  | 75 à 80 |
| XVI  | Commerce  | 81 à 88 |

32

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| XVII  | Hôtels, restaurants et cafés  | 89 |
| XVIII  | Services fournis aux entreprises  | 93 |
| XIX  | Services marchands fourni aux ménages  | 94 |
| XX  | Etablissements financiers  | 90, 91 |
| XXI  | Affaires immobilières  | 92 |
| XXII  | Services non marchands fournis à la collectivité  | 95 à 99 |

Source : MPAT/ONS ’’Nomenclature de branche et de secteurs d’activités’’ Alger fev 1983. p15

Le choix et l’utilisation de l’une des deux classifications en secteurs d’activités NSA, se fait selon le besoin (cf. infra tableaux 1.8 et 1.9).

A cet effet on remarque que les tableaux entrées-sorties (TES) des années 1979 et 1989, sont apparus avec deux versions, un tableau de 75 branches et 74 produits, et un deuxième tableau en 19 secteurs et 18 produits, ce dernier étant inspiré de la seconde classification en secteurs. Les trois dernières lignes ne figurent pas dans les TES, il s’agit de l’activité des:

- Etablissements financiers, NSA : XX

- Affaires immobilières ; NSA : XXI

- Services non marchands fournis à la collectivité ; NSA : XXII

Dans le chapitre consacré au cadre comptable on retrouvera l’explication relative à la suppression de ces trois activités, lors du traitement des questions inhérentes au champ de la production dans le SCEA (*Cf*. chapitre trois). Dans ce même chapitre on abordera avec plus de détail, les TES élaborés en Algérie. Le tableau ci-dessous consacré aux valeurs ajoutées dégagés par le système productif pour les années 1995 et 2003, nous donne la nomenclature des secteurs d’activité NSA base 1980 composée de 19 secteurs.

33

Tableau : Valeur ajoutée des secteurs NSA (Algérie 1996-2003en millions de DA

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **NSA**  |  | **1996**  | **2003** |
| **01- Agriculture.** | **Public**  | **934,3**  | **1245,1** |
| **Privé**  | **276907,9**  | **508787,9** |
| **Total**  | **277842,1**  | **510033** |
| **02- Eau et Energie.** | **Public**  | **25040,4**  | **61774,6** |
| **Privé**  | **0,0**  | **0** |
| **Total**  | **25040,4**  | **61774,6** |
| **03- Hydrocarbures.** | **Public**  | **724052,7**  | **1727847,5** |
| **Privé**  | **26362,6**  | **145359,3** |
| **Total**  | **750415,3**  | **1873206,8** |
| **04- Services et Travaux Publics Pétroliers.** | **Public**  | **28024,7**  | **45628,6** |
| **Privé**  | **0,0**  | **0** |
| **Total**  | **28024,7**  | **45628,6** |
| **05- Mines et Carrières.** | **Public**  | **5017,6**  | **4388,5** |
| **Privé**  | **198,6**  | **264,4** |
| **Total**  | **5216,2**  | **4652,9** |
| **06- I.S.M.M.E**  | **Public**  | **36418,9**  | **34680** |
| **Privé**  | **2937,7**  | **3561,3** |
| **Total**  | **39356,6**  | **38241,3** |
| **07- Matériaux de construction.** | **Public**  | **23364,6**  | **21266,7** |
| **Privé**  | **2782,6**  | **11127,3** |
| **Total**  | **26147,2**  | **32394** |

34

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **08- B.T.P.H**  | **Public**  | **90639,2**  | **116918,2** |
| **Privé**  | **127046,0**  | **284096,2** |
| **Total**  | **217685,1**  | **401014,4** |
| **09- Chimie, Caoutchouc, Plastique.** | **Public**  | **13546,3**  | **14191,6** |
| **Privé**  | **1827,1**  | **4165,7** |
| **Total**  | **15373,4**  | **18357,2** |
| **10- Industries Agro-Alimentaires.** | **Public**  | **36065,1**  | **28895,6** |
| **Privé**  | **24178,2**  | **86496** |
| **Total**  | **60243,4**  | **115391,7** |
| **11- Textiles, Confection.** | **Public**  | **4104,1**  | **3651** |
| **Privé**  | **3939,8**  | **9488,1** |
| **Total**  | **8043,9**  | **13139,1** |
| **12- Cuirs et Chaussures.** | **Public**  | **1171,0**  | **448,7** |
| **Privé**  | **893,6**  | **2029** |
| **Total**  | **2064,7**  | **2477,7** |
| **13- Bois, lièges et papiers.** | **Public**  | **5951,1**  | **7201** |
| **Privé**  | **1817,9**  | **5960,8** |
| **Total**  | **7769,1**  | **13161,8** |
| **14- Industries Diverses.** | **Public**  | **23817,2**  | **43826,2** |
| **Privé**  | **347,5**  | **1452,5** |
| **Total**  | **24164,8**  | **45278,7** |
| **15- Transports et Communications.** | **Public**  | **50599,3**  | **107202,6** |
| **Privé**  | **98286,5**  | **305234,6** |

35

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Total**  | **148885,8**  | **412437,2** |
| **16- Commerces.** | **Public**  | **32676,2**  | **37616,7** |
| **Privé**  | **287899,2**  | **514563,2** |
| **Total**  | **320575,4**  | **552179,9** |
| **17- Hôtels, Cafés, Restaurants** | **Public**  | **3018,2**  | **7831,5** |
| **Privé**  | **28870,0**  | **51529** |
| **Total**  | **31888,2**  | **59360,5** |
| **18- Services Fournis aux Entreprises.** | **Public**  | **6815,4**  | **12353,8** |
| **Privé**  | **12647,0**  | **31803,3** |
| **Total**  | **19462,4**  | **44157,1** |
| **19- Services fournis aux Ménages.** | **Public**  | **665,8**  | **1430,7** |
| **Privé**  | **38821,5**  | **63640,5** |
| **Total**  | **39487,3**  | **65071,2** |
| **ENSEMBLE** | **Public**  | **1111922,0**  | **2278398,5** |
| **Privé**  | **935763,8**  | **2029559,1** |
| **Total**  | **2047685,9**  | **4307957,6** |

Source tableau composé par nos soins à partir des données du site www.ons.dz

36

**2. Les nouvelles nomenclatures base 2000**

En vertu du décret exécutif n°02-282 de septembre 2002, il a été promulgué une nouvelle classification appelée la nomenclature algérienne des activités et des produits (NAP 2000)

Contrairement à l’ancienne nomenclature des activités et produits (NPA 80), devenue obsolète, la nomenclature algérienne des activités et des produits (NPA 2000) se compose de deux volumes distincts mais complémentaires :

- La nomenclature algérienne des activités (NAA), issue de la NACE.rev1, elle comporte 559 classes, beaucoup de postes sont identiques à ceux de la NACE.rev1, l’augmentation du nombre de postes correspond à des éclatements de postes de la NACE. L’activité est codifiée par 4 chiffres.

- La nomenclature algérienne des produits (NPA), En plus des niveaux existants dans la NAA, la NPA comprend les catégories codifiées par 5 chiffres et les sous catégories (produits) codifiées par 6 chiffres.

A cet effet, les rédacteurs de la nouvelle nomenclature NAP 2000 estiment qu’ « Au terme de 22 ans d’utilisation de la Nap 80, le paysage national des nomenclature algérienne des activités et des produits est actuellement caractérisé par une hétérogénéité préjudiciable au système national d’information statistique »32. Ces auteurs considèrent que la NPA 80 comporte de nombreuses insuffisances dont notamment l’absence de critères clairs de définition de l’activité, absence de notes explicatives, des déséquilibres dans la classification.

Les critères de choix ayant prévalu en matière de changement de nomenclature ont tenu compte de33 :

1. L’adaptation aux besoins nationaux.

32 ONS « Nomenclature Algérienne d’Activités » publications de l’ONS Alger 2005, volume I p 1. 33Ibid p 2

37

2. La minimisation des coûts et des délais de production de la nomenclature. 3. la facilité de mise à jour.

4. la prise en compte des exigences ou de tendances internationales et régionales (le Maghreb) en matière de nomenclature.

Le changement de nomenclatures d'activités et de produits (et de branches) est très important. Cette mutation s'explique en partie par le vieillissement de la nomenclature base 80 (qui, par exemple, ne présentait pas une décomposition très fine des services parce que ceux-ci étaient beaucoup moins développés et différenciés à l'époque de la mise en place de cette ancienne nomenclature) mais surtout parce que ce changement s’inscrit dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, (au niveau maghrébin et international), de façon à faciliter les comparaisons et les correspondances internationales.

Les changements apportés par la nouvelle nomenclature du point de vue

« dénombrement et appellation » se résument comme suit :

Ainsi les quatre-vingt-dix-neuf (99) branches d’activités deviennent soixante (60) divisions et les secteurs d’activités deviennent à leur tour sections, les six cent quatorze (614) activités deviennent cinq cent cinquante-neuf (559) classes, les deux milles vingt-sept (2027) produits deviennent deux milles deux cent soixante et un (2261) Sous – Catégories, (Cf. ci dessous table de passage entre la NAP 1980 et la NAP 2000).

La nomenclature algérienne des activités comporte 559 postes (au 5ème niveau) soit 43 postes de plus que la NACE REV1, l’augmentation du nombre de postes correspond à des éclatements de postes NACE au niveau des classes , la codification est identique à celle de la NACE.

Le deuxième volume de la NAP2000 traite de la nomenclature algérienne des produits «NPA », qui a pour objet « le classement les produits (bien et services) ayant des caractéristique communes pour l’élaboration de statistique sur la production, le commerce, la consommation, le commerce extérieure et le transport de ces produits»34.

Même si les différents éléments sont articulés avec les activités objet du premier volume 1 (NAA) de la NAP2000, à un certain niveau cette correspondance ne se vérifie pas. Ainsi chaque produit- qu’il s’agisse d’un bien transportable ou non transportable, d’un service- est

34ONS « Nomenclature Algérienne d’Activités » publications de l’ONS Alger 2005, volume 2 p1

38

rattaché à une seule activité de la NAA. Cependant cette mise en correspondance étroite des produits et des activités n’a pu être réalisée que jusqu’à un certain point. Ainsi, il convient de signaler que certains produits n’ont pu être rattaches qu’a une activité d’un niveau supérieur a celui de la classe (par exemple, les fils et tissus de matière textile), tandis que le classement de certains autres est régi par des conventions.

Concernant les principes utilises pour construire la classification ils varient selon les trois niveaux, niveaux divisions et les groupes et niveaux classes :

.1) Niveau divisions et les groupes

a- La nature des biens produits et des services fournis en tenant compte de leur composition physique, de leur stade de fabrication et des besoins qu’ils permettent de satisfaire.

b- Les utilisations des biens et des services.

c- Les matières premières, les procédés, les techniques, l’organisation et le financement de la production.

L’importance accordée aux critères varie d’une catégorie à une autre, la place prédominante est souvent accordée à la composition physique et au degré d’élaboration du produit.

Plus d’importance est donnée à l’utilisation final, à la technique et a l’organisation de la production dans se cas du bien très élaborés.

.2) Niveau classes

a- la production de la catégorie de bien et de services qui caractérise

une class donnée doit constituer la majeure partie de la production des unités rangées dans cette class.

b- la class doit rassembler les qui fournissent la majeure partie de la

catégorie de bien et de services qui la caractérisent.

.pour les catégorie et les sous catégorie

39

Dans la NPA, les produits sont classés en fonction de l’activité dont ils constituent une production caractéristique.

Tableau 1.10. Codification des catégories de la NPA

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé  | Code |
| Section  | Une Lettre |
| Sous-Section  | Deux Lettres |
| Division  | Deux Chiffres |
| Groupe  | Trois Chiffres |
| Classe  | Quatre Chiffres |

Source : ONS « Nomenclature Algérienne d’Activités » publications de l’ONS Alger 2005 volume 2 p7

40

Exemple de codification :

Section A : Agriculture, chasse, sylviculture

Sous section AA : Agriculture, chasse, sylviculture

Division 01 : Agriculture, chasse, services annexes codification de l’activité

Groupe 01.1 : culture

Classe 01.11 : culture de céréales

Catégorie 01.11.0 : céréales

C : céréales propres à l’alimentation humaine, codification des Animal ou un usage industriel issus de l’activité

CA : semences culture de céréale NC : paille et céréale en vert (01.12.00) (01.11) Sous catégorie 01.11.01 : blé dur

Sous catégorie 01.11.02 : blé tendre

C : indique les produits compris dans cette catégorie

CA : indique les autres produits qui sont compris dans cette catégorie

41

NC : indique les produits qui sont exclus dans cette catégorie

L’élaboration de cette nouvelle nomenclature a largement bénéficié des nomenclatures internationales (SH, CITI, NACE) dans lesquelles elle s’inscrit parfaitement pour permettre l’échange d’information ainsi que les comparaisons au niveau international.

La NPA est un système de classification comportant six niveaux hiérarchiques et un niveau intermédiaire. La NPA étant alignée sur la structure de la NAA, les quatre premiers niveaux, de même que le niveau intermédiaire, coïncident avec ceux de la NAA. Dans le détail et le libellé des niveaux et leurs codages sont les suivants :

Tableau 1.11. Liste des sections de la NAA

|  |  |
| --- | --- |
| **SECTION**  | **LIBELLE**  |
| **A**  | Agriculture, chasse et sylviculture  |
| **B**  | Pêche, aquaculture  |
| **C**  | Industries extractives  |
| **D**  | Industrie manufacturière  |
| **E**  | Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau  |
| **F**  | Construction  |
| **G**  | Commerce; réparation automobiles et d'articles domestiques  |
| **H**  | Hôtels et restaurants  |
| **I**  | Transports, et communications  |
| **J**  | Activités financières  |
| **K**  | Immobilier, location et services aux entreprises  |
| **L**  | Administration publique  |
| **M**  | Éducation |
| **N**  | Santé et action sociale  |
| **O**  | Services collectifs sociaux et personnels  |
| **P**  | Services domestiques  |
| **Q**  | Activités extra -territoriales  |

Source : ONS « Nomenclature Algérienne d’Activités » publications de l’ONS Alger 2005, volume 2

Afin de pouvoir continuer le travail pour les périodes à venir avec des données actualisées ou récentes, un appariement est nécessaire entre la NAP 1980 et la nouvelle NPA 2000 qui reste plus fine et elle permet de disposer d’un niveau de détail assez satisfaisant pour permettre des comparaisons avec les pays constituant notre champ d’observation.

42

Un niveau intermédiaire comportant des rubriques identifiées par un code alphabétique à deux caractères

Tableau 1.12.Liste des sous - sections de la NAA

|  |  |
| --- | --- |
| **CODE**  | **LIBELLE**  |
| **AA**  | Agriculture, chasse, sylviculture  |
| **BB**  | Pêche, aquaculture  |
| **CA**  | Extraction de produits énergétiques  |
| **CB**  | Extraction de produits non énergétiques  |
| **DA**  | Industries agricoles et alimentaires  |
| **DB**  | Industrie textile et habillement  |
| **DC**  | Industrie du cuir et de la chaussure  |
| **DD**  | Travail du bois et fabrication d'articles en bois  |
| **DE**  | Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie  |
| **DF**  | Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires  |
| **DG**  | Industrie chimique  |
| **DH**  | Industrie du caoutchouc et des plastiques  |
| **DI**  | Fabrication d'autres produits minéraux non métallique  |
| **DJ**  | Métallurgie et travail des métaux  |
| **DK**  | Fabrication de machines et équipements  |
| **DL**  | Fabrication d'équipements électriques et électronique  |
| **DM**  | Fabrication de matériel de transport  |
| **DN**  | Autres industries manufacturières  |
| **EE**  | Production et distribution d'électricité, de gaz, et d'eau  |
| **FF**  | Construction  |
| **GG**  | Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques  |
| **HH**  | Hôtels et restaurants  |
| **II**  | Transports et communications  |
| **JJ**  | Activités financières  |
| **KK**  | Immobilier, location et services aux entreprises  |
| **LL**  | Administration publique  |
| **MM**  | Education  |
| **NN**  | Santé et action sociale  |
| **OO**  | Services collectifs, sociaux et personnels  |
| **PP**  | Services domestiques  |
| **QQ**  | Activités extraterritoriales  |

Source : ONS « Nomenclature Algérienne d’Activités » publications de l’ONS Alger 2005, volume 2

43

Un deuxième niveau comportant des rubriques identifiées par un code numérique à deux chiffres (**Division**).

Pour rendre plus facile le passage entre l’ancienne et la nouvelle nomenclature l’Office National Des Statistiques (ONS) a élaboré une table de passage afin de permettre aux utilisateurs de faire basculer les données selon la nouvelle nomenclature

Tableau 1.13 table de passage entre la NAP 1980 et la NAP 2000

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | NAP 1980  | NAP 2000 |
| Secteurs d’Activités  | NSA : 22 & 17 Secteurs  | 17 Sections |
| Branches d’Activités  | NAPR : 99 Branches  | 60 Divisions |
| Activités  | NAP : 614 Activités  | NAA : 559 Classes |
| Produits  | NAP : 2027 Produits  | NPA : 2261 Sous - Catégories |

Source : ONS « Nomenclature Algérienne d’Activités » publications de l’ONS Alger 2005, volume 1 p 7

44

**B)Classification institutionnelle (ou les secteurs institutionnels)**

Les activités économiques sont effectuées par des agents économiques, lesquels peuvent différer et être regroupés et classifier différemment selon les activités à mesurer.

Pour le SCN l’entité économique de base est l’unité institutionnelle35 qui peut être définie comme étant l’entité économique susceptible, de plein droit, de détenir des actifs, de contracter des passifs, et d'entreprendre des activités économiques et des transactions avec d'autres unités. Les unités institutionnelles considérées sont celles qui sont résidentes.

Elle a pour principales caractéristiques :

- de pouvoir détenir des biens ou des actifs de son plein droit, et de pouvoir échanger sa propriété de biens ou d'actifs dans des transactions avec d'autres unités institutionnelles.

- de pouvoir prendre des décisions économiques et d'entreprendre des activités économiques pour lesquelles elle est responsable devant la loi.

- de pouvoir contracter des passifs de son propre chef.

- de pouvoir faire l'objet d'une séquence complète de comptes.

Le SCN-1993 recommande de constituer des comptes pour les cinq regroupements ou secteurs institutionnels suivants36 :

S.1 Ensemble de l’économie

• S.11 Sociétés non financières.

• S.12 Sociétés financières.

• S.13 Administrations publiques, y compris les administrations de sécurité sociale. • S.14 Ménages.

35H.V. GBOSSA « Le système des comptes nationaux » in « Comptes nationaux » Munich Centre for Economic,Environmental and Social Statistics Munich 2001, p 30

36 M. Séruzier « Construire les comptes de la nation, selon le SCN 1993 » op. Cit. pp 90-92

45

• S.15 Institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.

S2 Reste du monde.

Comme il a déjà était souligné dans le chapitre un (cf.1.1.1**)**, il existe deux types de classification. La première institutionnelle, et la seconde en branches et secteurs d’activité.

La classification institutionnelle du SCEA nous donne cinq secteurs institutionnels :

- les sociétés et les quasis sociétés productives et non financières

résidentes, leur fonction principale consiste en la production des biens et services marchands non financiers échangeables sur le marché.

- Les ménages et les entreprises individuelles résidentes, leur

fonction principale consiste en la consommation des biens et services.

- Les institutions financières résidentes, leur fonction principale

consiste dans le financement de l’activité économique.

- Les administrations publiques qui ont pour fonction principale la

redistribution du revenu national.

- Le reste du monde, regroupe l’ensemble des unités économique

non résidentes qui sont en relation avec les unités résidentes. Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités résidentes et non résidentes.

Cette classification institutionnelle est destinée pour l’élaboration de trois types de comptes, les comptes de revenu et dépenses, comptes d’accumulation et les comptes financiers.

La deuxième classification est une classification en branches et secteurs d’activité (cf. supra 1.2.2.2), qui servent à l’élaboration des comptes de production et des comptes d’exploitation.

Le secteur institutionnel se définit par l’ensemble des unités économique institutionnel qui ont un comportement homogène. Ce comportement est déterminé essentiellement par la fonction principale de l’unité.

**Le SCEA définit cinq(5) types de secteurs institutionnels :**

46

1-Secteur des sociétés et quasi sociétés(SQS)

2-Ménages et Entreprise individuelles(MEI)

3- Les Institutions Financières (IF)

4-Administrations Publiques(AP)

5- Reste du Monde(RDM)

 **1) Secteur des sociétés et quasi sociétés(SQS)**

: Ce secteur se compose de l’ensemble des unités économique résidentes qui ont pour fonction principal la production de B/S marchand.

Ce secteur est composé de sociétés, quasi sociétés non financières.Font parties des SQS les entreprises qui tiennent régulièrement une comptabilité, et qui ont un nombre minimum de salariés.

 **2) Ménages et Entreprise individuelles(MEI) :**

Ce secteur contient l’ensemble des unités économique qui ont pour fonction principal la consommation.

Le SCEA distingue les ménages individuels (ménages composés d’individus qui vivent sous un seul toit) et les ménages collectifs (cités universitaires, casernes militaires...)

Les entreprises individuelles concernent les petites entreprises résidentes qui ne tiennent pas forcement une comptabilité qui à une personnalité juridique.

**3) Les Institutions Financières (IF)**

Il s’agit de l’ensemble des unités économiques résidentes, les banques et les compagnies d’assurance, qui ont pour fonction principale le financement de l’économie nationale. Sachant que les compagnies d’assurance ont la particularité de mutualiser les risques et assurer un paiement en cas de sinistre

**4) Les Administrations Publiques (AP)**

- *fonction principale* : produire des services non marchands collectifs et procéder à des opérations de redistribution du revenu entre agents économiques

**5)Le Reste du Monde (RDM)**

Se sont l’ensemble des agents économiques non résidents qui sont en relation avec les agents résident à travers le mouvement des exportations et des importations.

47

Les diverses activités économiques ne peuvent être mesurées directement, elles sont plutôt appréhendées par des estimations indirectes de diverses « opérations » effectuées par les agents économiques.

Ces opérations sont, en fait, des actions économiques élémentaires qui ont trait à la création, la transformation, l’échange ou le transfert de valeurs monétaires ou économiques. Elles couvrent, par exemple, des transactions diverses sur des biens et services (achats, ventes), des opérations de transfert de revenus de la part des gouvernements par le biais d’impôts et de versements relatifs à divers programmes sociaux, diverses actions de financement qui ont cours dans l’économie, etc.

Les opérations effectuées par les agents économiques du SCEA, sont au nombre de trois :

• Les principales catégories d'opérationssur biens et services, (Production, consommation intermédiaire, consommation finale, accumulation brute, exportations de biens et de services, importations de biens et de services).

• les opérations de répartition, par lesquelles la valeur ajoutée, engendrée par la production est distribuée entre la main-d’œuvre, les entreprises et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse (salaires, impôts, cotisations sociales, l’excédent net d’exploitation etc.).

• les opérations financières, il s’agit de l’ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. (emprunts, crédits etc.).

Quand c’est possible le SCEA distingue les opérations productives entre un agent productif et un autre agent non productif37.

Le SCN de 1993 fournit la liste des opérations dont devrait normalement tenir compte un système de comptabilité nationale, en plus des trois opérations du SCEA. Le SCN innove dans sa dernière version avec la quatrième catégorie d’opérations ; les opérations de patrimoines38.

37Ibid p 151

38 O.Arkhipoff « introduction à la comptabilité nationale » op. Cit. p 211

48

Sources : ONS «*L’activité industrielle2005-2015 ». novembre 2016*

49

**CHAPITRE 04 :**

**ANALYSE DES OPERATIONS SUR BIENS & SERVICES DU SCEA**

50

**Chapitre 04 Analyse des Opérations sur Biens & Services du SCEA**

Ce genre d’opérations concerne les biens et les services productifs, elles désignent l’origine des ressources (production et importation) disponible pendant une durée d’une année dans le pays.Comme elle désigne aussi l’emploi intermédiaire, final, l’accumulation brute des fonds fixes, la variation des Stocks, et les exportations.

P+M=CI+CF+ABFF + ΔStocks+X

Emploi intermédiaire emplois finals

ABFF+ΔS=Accumulation brute=Investissement

a) **Production**:

Définition : La production est l’activité économique organisée socialement qui consiste en la création de Biens & Servicesqui s’échangent généralement sur le marché et/ou crée à partir de facteur de production qui s’échange sur le marché.

Le SCEA distingue entre :

-La production de Biens & Servicesproductifs évalué au prix à la production - La production destinée à l’autoconsommation. Elle est évaluée au prix départ usine.

b) **Les importations (M) :**

Si on se réfère au critère de résidence et la définition de la production .Tel que c’est pratiqué par le SCEA, on définit les importations comme étant la valeur des Biens & Services productifs produit par les non-résidents et qui rentre définitivement dans le territoire économique.

De ce point de vue la, les services non productifs payer par les résidents à l’extérieur du territoire ne sont pas considère comme des importations mais plutôt comme une opération de transfert.

Les importations sont évaluées au prix CAF (couts de transport et fret) hors taxes (TVA et Droits de Douanes).

Cette définition précise le cout du bien jusqu'à l’arrivé aux frontières du pays.

Ces deux premières opérations : production les importations, constituent les ressources dont dispose l’économie du pays. Le reste des opérations étant les emplois.

**b) La consommation productive (CP) :**

51

Uniquement les biens et les services productifs peuvent faire l’objet d’une consommation (productive ou finale) car le SCEA considère que les services non productifs, se paye mais ne se consomme pas.

La consommation intermédiaire se distingue de l’accumulation brute de fond fixe par le fait qu’il s’agit de biens qui ont une durée de vie qui ne dépasse pas une année.

La consommation intermédiaire ne contient pas l’amortissement des équipements. Ce dernier on le retrouve dans les consommations des fons fixes(CFF). Seuls les agents productifs ont une consommation intermédiaire. Les agents non productifs ont une consommation finale.

La consommation intermédiaire est évaluée au prix d’acquisition hors TVA récupérable.

 d) **La consommation finale (CF):**

C’est la consommation de l’ensemble des agents non productifs c'est-à-dire les ménages, les AP et les IF

1) La consommation finale individuelle des ménages : Il s’agit d’une consommation finale effectué par les ménages résident selon le critère de résidence, elle contient les achats de biens (durables et non durables), les services productifs.Ne sont pas inclus le loyer et les biens qui ont une durée de vie qui dépasse l’année.

La consommation finale est évaluée au prix d’acquisition TTC.

La consommation finale inclue aussi tous les avantages en nature acquis par les ménages, et l’autoconsommation en hors taxes.

2) La consommation finale des AP : C’est la différence entre les achats et les ventes des AP résidentes de bien et de services productifs au sein de territoire.Sont exclus les biens d’équipements, les avantages en nature fournis aux ménages.

3) La consommation finale des IF : elle respecte la consommation finale nette. C’est la différence entre les achats de ces institutions (papiers, fournitures de bureau …) et les ventes(Agios, locations de coffres forts…)

e) **L’Accumulation Brute des Fonds Fixes (ABFF) :**

Elle est évaluée au prix d’acquisition hors TVA déductible. On distingue entre les fonds fixe productifs (usine et équipements) et les fonds fixes non productifs (logements).

L’ABFF est le fait des agents résident.

52

f) **Les variations de stocks** :

C’est l’augmentation ou la diminution des stocks, elle est mesurée par la différence entre les stocks de fin de période et les stocks de début de période.Elle est évaluée au prix moyen de la période.

Le stock concerne les matières première des produits fini non commercialiser et les produits semi-fini ; les travaux en cours, stock stratégique...

L’investissement est égal à l’ABFF plus la variation de stocks.

g) **Les exportations (X):**

A l’instar des importations, le SCEA définit les exportations en se référent au critère de résidence (frontière des champs de la production)

Il s’agit des biens et services productifs produits par les résidents et quittent définitivement le territoire économique.

Les exportations sont évaluées au prix FOB ? C’est-à-dire au prix de départ des frontières économiques.

53

**CHAPITRE QUATRE :**

**LES AGREGATS DE LA PRODUCTION**

54

**Les agrégats de la production**

Les agrégats sont des indicateurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie. Ce sont des grandeurs de référence essentielles pour l'analyse macroéconomique et pour les comparaisons dans le temps et dans l'espace. On s’intéresse principalement aux agrégats de production, d’autres agrégats existent comme les agrégats de revenu.

**A) Notion de production brute et de valeur ajoutée brute :**

Prenons l’exemple suivant39, soitdeux entreprises A et B

60 75 200

A B

 50 30

Production brute de l’entreprise A= 75 + 50 = 125

Production brute de l’entreprise B=200 B

 Production brute des entreprises A et B= 125 + 200 = 325

 Valeur AjoutéeBrute VAB de A = 125 – 60 = 65

VAB de B = 200 – (75 + 30) = 95

VAB de A + VAB de B = 65 + 95 = 160

Apres fusion des entreprises A et B

Production brute = 200 + 50 = 250

Valeur AjoutéeBrute = 250 – (60 + 30) = 160

La production brute d’une unité économique pour une période donnée est composée de l’ensemble des B/S produits durant cette période pour d’autres agents économiques ou bien pour l’autoconsommation.

39 M Labidi « Comptabilité Nationale » OPU 1982.

55

L’exemple ci-dessus permet de savoir que la notion de production brute ne permet pas de mesurer la performance économique car la valeur de la production est déterminer par la façon dont l’économie est organisée.

Par contre, le même exemple nous a montré que la notion de Valeur Ajoutée n’est pas influencée par la façon dont sont organisées les unités productives.

**B) Agrégat brut, agrégat net : Les amortissements :**

Agrégat net= Agrégat brut - Amortissement

La dépréciation annuelle de la valeur de l’équipement est un amortissement.

L’amortissement est soit matériel ou moral. Dans les deux cas, il est appelé amortissement économique.

A la fin de la durée de vie d’un équipement, la somme des amortissements économiques doit être égale à la valeur initiale de l’équipement.

La législation fiscale permet aux entreprises de déduire de ses bénéfices imposable un montant appelé amortissement fiscal.

D’une façon générale, l’amortissement fiscal est plus rapide que l’amortissement économique.

Le SCEA adopte l’amortissement économique sous le nom de Consommation des fonds fixes(CFF).Même s’il est contraint à utiliser l’amortissement fiscal.

Les amortissements ne sont pas compris dans la consommation intermédiaire. Soit on les cite a part (entant que CFF), ou on les trouve avec un autre agrégat brut(ABFF)

ABFF = ANFF + CFF

 PIB = PIN + CFF

**C) Les agrégats de la production**

Pour sa part le SCN 1993 retient une série d’agrégats, mais le Produit Intérieur Brut (PIB), est considéré comme le principal, il mesure la totalité du revenu généré au cours de l’année par les unités productrices résidentes40, il appartient aux trois équilibres comptables suivants :

40Ibid p 127

56

PIB = ∑ VAB + impôts sur les produits – subventions sur les produits

PIB = Consommation Finale + Formation Brute de Capital Fixe + variations de stocks + les exportations - les importations

PIB = Rémunération des Salariés + Autres impôts sur la production - les subventions sur la production + Consommation de Capital Fixe + excédent net d’exploitation / revenu mixte

Les agrégats de production représentent le résultat final de l’activité de production des unités productrices résidentes, le SCEA retient deux agrégats de production :

- la Production Intérieure Brute (PIB)

- la Production Totale Brute (PTB)

PTB = PIB + la somme des consommations intermédiaires

Le calcul de la Production Intérieure Brute (PIB), peut être effectué selon trois optiques différentes41. Ces trois optiques peuvent être calculées aisément à partir du TES ; dans tous les TES on retrouve une cartouche qui nous donne la valeur de la PIB (ou du PIB selon le pays). Les trois optiques sont les suivantes :

**1. L’optique production**

La PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d’activité, augmentée de la TVA et droits et taxes à l’importation :

PIB = ∑ VAB + TVA et droits et taxes à l’importation.

**2. L’optique revenue**

La PIB est égal à la somme des emplois des comptes d’exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés (RS), impôts lié à la production (ILP) moins les subventions d’exploitation (SE), excédent brut d’exploitation (EBE)

PIB = RS + (ILP – SE) + EBE

41 Office National des Statistiques (ONS), « Rétrospectives des comptes économiques de 1963 à 2004 », édition ONS Alger octobre 2005. p 50

57

**3.1.2.3.3. L’optique dépenses**

La PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services [consommation finale (CF), Accumulation brute de fonds fixe (ABFF), variations de stocks (∆S)], plus les exportations (X), moins les importations (M)

PIB = CF + ABFF + ∆S + (M – X)

Le passage du PIB (SCN) à la PIB (SCEA), se fait en tenant compte des valeurs ajoutées brutes (VAB) des Branches Non Productives (BNP), qui regroupent, les affaires immobilières, les institutions financières, et les Administrations Publiques, et en retranchant ce qui est considéré comme consommation intermédiaire par le SCN. La formule est la suivante42 :

PIB (SCN) = PIB (SCEA) + ∑ VAB des Branches Non Productives – services non productifs payés par les branches productives (loyer et services financiers : assurance et frais financiers) – ajustement pour services bancaires imputés.

L'ajustement pour services bancaires imputés, du point de vue du SCN, correspond à la consommation intermédiaire de services bancaires qui n'a pas pu être ventilée de façon satisfaisante entre les secteurs institutionnels de consommateurs de crédit. De ce fait, ils sont enregistrés en emplois au niveau des institutions de crédit.

Il est possible de calculer Les agrégats de production à partir du tableau entrées-sorties, la partie pratique nous permet de vérifier cela.

Avant de présenter les agrégats de la production, il est important de distinguer entre la notion de production brute et la notion de valeur ajoutée entre agrégats brute et agrégats net.

L’ONS nous fournit le tableau ci-dessous nous donne la Production de la Nation selon l’activité et le secteur juridique entre 2007 et 2010. ’est l’optique production puisqu’on a les valeurs ajoutées des secteurs d’activité.

Les tableaux ci-dessous nous présente les agrégats économiques de l’Algérie sur plusieurs périodes

42 Voir :

- Office National des Statistiques (ONS), « Rétrospectives des comptes économiques de 1963 à 2004 », édition ONS Alger octobre 2005. p 59.

- Office National des Statistiques (ONS), « Rétrospectives statistiques de 1970 à 2002 », édition ONS Alger 2005. p 234

58

59

Le passage de la PIB (SCEA) au PIB (SCN) s’effectue en incluant la « production » des branches non productives, ainsi que l’Ajustement pour Services Imputés Bancaires, et en retranchant les services non productifs payés par les branches productives du moment qu’ils sont considérés comme une consommation intermédiaires du point de vue du SCN :

PIB (SCN) = PIB (SCEA) + ∑ VAB bnp – SNP payés par les bp -Ajustement pour Services Bancaires Imputés.

Les deux tableaux ci-dessous nous donnent, la Production Intérieure Brute (SCEAN) et son affectation, ainsi que le Produit Intérieur Brut (SCN) et son affectation, (source ONS).

60

61

62

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010 |
| Production Intérieure Brute | 8 554,3  | 9 968,9  | 8 770,8  | 10 404,5 |
| Produit Intérieur Brut  | 9 352,9  | 11 043,7  | 9 968,0  | 11 991,6 |
| P.N.B. per capita en $  | 3 903,6  | 4 907,8  | 3 858,5  | 4 478,2 |
| P.N.B. en 109 DA (Prix courants) | 9 233,7  | 10 963,9  | 9 884,2  | 11 985,5 |
| P.N.B. en 109$ (Prix courants) | 133,097  | 169,765  | 136,081  | 161,115 |
| Taux de change moyen pondéré DA/$ | 69,3757  | 64,5828  | 72,6349  | 74,3908 |
| Population en 103(au 01/07/....) | 34 096  | 34 591  | 35 268  | 35 978 |

PRINCIPAUX

AGREGATS

Unité: Milliard de DA

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 2011  | 2012  | 2013 |
| Production Intérieure Brute  | 12 140,0  | 13 461,0  | 14 044,8  |
| Produit Intérieur Brut  | 14 526,6  | 16 115,4  | 16 569,3 |
| P.N.B. per capita en $  | 5 382,8  | 5 485,1  | 5 353,1 |
| P.N.B. en 109 DA (Prix courants)  | 14 399,5  | 15 946,4  | 16 271,1 |
| P.N.B. en 109 $ (Prix courants)  | 197,641  | 202,665  | 205,007 |
| Taux de change moyen pondéré DA/$  | 72,8567  | 77,5359  | 79,3684 |
| Population en 103(au 01/07/....)  | 36 717  | 37 495  | 38 297 |

Unité: Milliard de DA

63

**CHAPITRE SIX:**

**ANALYSE DES OPERATIONS DE REPARTITION ET AGREGATS DUREVENU**

64

**Chapitre 06 : Analyse des opérations de répartitionet agrégats du Revenu**

En se référant à son champ de production, le SCEA distingue entre deux (2) sortes de revenus : des revenus productifs et des revenus nom productifs les revenus productifs sont représentés par les rémunérations de l’activité productive. Ce sont des revenus occasionner par la production de B/S productifs et qui font l’objet d’une répartition primaire entre les détenteurs de facteurs de production.(Le revenu de l’entreprise et du travail).

Ces revenus font l’objet d’une autre opération de répartition appeler répartition secondaire du revenu, et qui donne naissance a des revenus non-productifs, obtenus à travers des transferts.

**1) Les rémunération des salariés :**

Il s’agit de tout ce que peut dépenser l’employeur à l’occasion de recrutement d’un salarié. Elle comporte le salaire de base, les primes, les avantages, en nature, les versements forfaitaires, les cotisations sociales payer à la CNAS, les cotisations sociales fournis aux salariés et leurs familles.

**2) L’excèdent brut d’exploitation :**

C’est la différence entre la V.A brute des branches productifs, diminuer des rémunérations des salariés et les ILP net de subvention d’exploitation.

**3) Le revenu de la propriété :**

Il s’agit des intérêts, des dividendes, le loyer et autres revenus (rente, brevets d’invention). **4) Les revenus d’entreprise :**

Pour l’entreprise individuelle ; le revenu est égal à l’excédent d’exploitation diminué des revenus de propriétés redevable aux tiers (intérêt, dividendes, loyer…).

Pour ce qui est de SQS, leur revenu est constitué par la différence entre d’un côté l’excédent d’exploitation et les revenus de la propriété perçus et d’autre coté les revenus redevables aux tiers à l’exception des dividendes des actionnaires (destinés à la réparation).

**5) Les impôts indirects :**

Il s’agit de prélèvent effectuer par l’administration fiscale qui touche la production et l’importation de B/S ou l’Utilisation des moyens de production.

Ces impôts sont exigibles qu’elle que soit le résultat de l’exercice.

65

On distingue entre :

- Les impôts liés à la production (Versement Forfaitaire, taxe sur l’achat)

- Les impôts indirects non liés à la production. Ex : impôts indirectes payé par les institutions financières

- Les impôts liés à l’importation (DD)

- T.V.A : c’est une taxe qui touche les B/S, elle ne figure dans l’emploi d’aucun agent, elle est payée par les ménages.

**6) Les Subventions d’exploitation (SE) :**

Il s’agit de transfert courant payés par l’administrations aux unités productives afin de subventionner le prix de quelques produits, ou bien permettre une rémunération suffisante des factures de production.

Les S.E sont des ILP négatif. Elles sontenregistrées aux ressources du comptes d’exploitation des SQS et on les retrouve dans le coté emploi du compte de l’administration publique.

**7) Les revenus prélevés par les entrepreneurs (individuel et des SQS) :**

Il s’agit de prélèvement par ces derniers pour leurs besoins personnels à partir des ressources d’exploitation et de revenu net.

**8) Les impôts directs :**

Il s’agit essentiellement des impôts prélevés par l’AP à partir des revenus de la propriété, de rémunération du capital et les autres revenus tels que l’IRG, BIC...

**9) L’assurance risque :**

Il s’agit de prime d’assurance sur le risque, et des polices d’assurances payé aux sociétés d’assurance, afin de couvrir les risques (incendie, accident). La contrepartie c’est ce que verse en cas de sinistre l’assureur à son assuré.

**10) Les prestations sociales :**

Il s’agit de tout payement(en nature ou en espèce) effectués par l’administration (l’organisme de l’assurance social)ou bien l’entreprise à ses salariés et leurs familles,

**11)Les transferts courants :**

66

 Il s’agit essentiellement des revenus non productifs ou de revenus sans aucune contrepartie (exemple bourse des étudiants, pensions des Moudjahidines).

**12)Les transferts capitalistique :**

Il s’agit essentiellement des subventions des investissements que l’on retrouve dans le compte d’accumulation-Elles sont payées par l’administration est perçus par lesbranches productives**.**

Les transferts capitalistiques peuvent êtres des dons intergouvernementaux.

\*Beaucoup d’opérations de répartitions de revenus qui n’ont pas été cités peuvent être classé avec les transferts.

Exercice :

Considérons une économie simplifiée. Compte tenu d’une première catégorie d’opérations économiques : - Production (P) = 7200 unités monétaires (um), - Investissement (I) = 250 um, - Dépense publiques (G) = 3500 um, - Consommation (CF) = 5700 um, - Total des Emplois 9600 um,

- Le solde de la balance commerciale est négatif = -2250 um.

En outre une deuxième catégorie d’opérations économiques a été notifiée.

- Rémunérations des salariés (RS) versées par les entreprises (E/ses) aux ménages : RS = 5000 um

- RS, et prestations sociales (PS) versées par les administrations publiques (ADM), aux ménages F = 1370 um

- Versement des E/ses aux ADM (impôts et cotisations sociales) Te = 1570.

- Versement des ménages aux ADM (impôts directes et cotisations sociales) Tm = 320 **Travail à faire :**

1- Définissez les agents composant l’économie en question.

2- Définissez les deux catégories d’opérations économiques mentionnées dans les énoncés.

3- Tracer le circuit économique et montrez l’équilibre comptable macroéconomique, en déduisant la valeur du PIB.

4- Etablir les comptes des agents économiques, en mettant en évidence l’équilibre entre le total des capacités financement et le total des besoins de financement.

67

**Les agrégats de revenus :**

Le Revenu national, est l’agrégat de revenu le plus usuel, il est la somme des revenus primaires perçus par les différents secteurs institutionnels. C’est donc la somme des revenus distribués à l’occasion de la production aux unités résidentes et des impôts liés à la production et à l’importation, nets de subventions.

*Remarque : le Revenu National correspond au Produit National Net.*

|  |
| --- |
| RN aux prix du marché = PIB - consommation de capital fixe - impôts liés à la production et à l’importation (nets de subventions) versés aux institutions communautaires + revenus nets du travail, de la propriété et de l’entreprise en provenance du RDM |

**Revenu national des facteurs**

C’est la somme des revenus primaires des seuls facteurs de la production : le capital et le travail ; les seuls revenus primaires qui ne rémunèrent pas un facteur sont les impôts sur la production et à l’importation nets de subventions.

|  |
| --- |
| RN des facteurs = RN aux prix du marché - impôts liés à la production et à l’importation nets de subventions |

**Revenu Disponible Brut**

C’est la somme des revenus disponibles des différents secteurs résidents, c’est-à-dire des revenus après prélèvements et paiements de transfert.

68

|  |
| --- |
| RDB = somme des revenus disponibles bruts des divers secteurs résidents, c’est-à-dire solde des comptes de revenu = consommation finale nationale + épargne brute nationale = PIB + solde des opérations courantes de répartition avec le RDM |

69

**Le SCEA définit trois agrégats de revenu** :

Il s’agit du revenu intérieur, du revenu national et du revenu national brut disponible.

Les deux premiers agrégats concernent les revenus qui sont la production comme contrepartie (V.A, EBE).

- Revenu Intérieur RI

- Revenu national RN

- Revenu National Disponible=RND

1) Revenu Intérieur RI

RI=PIN=PIB-CFF

=RS+ (ILP-SE) +ENE

2) Revenu national RN

RN =RI+Soldes des transferts courants avec le RDM, du revenu de la propriété de l’entrepriseet des transferts des salariés.

3) le revenu national disponible=RND

RND=RN+le solde des autres transferts en prévenance du RDM

70

**AUTRES AGREGATS**

**PIB marchand et non marchand :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Les Principaux intérêts  | Exemple |
| Production de biens | Toujours marchand Prixdu coût de productionmoyen  | -produits alimentaire -machines-outils -habillements-automobiles |
| Production de service | Marchands lorsque plus de 50% des ressources proviennent des ventes  | -commerce-transport-crédit -assurance-cliniques privés  |
| Non-marchand -services gratuits ou semi gratuits -moins de 50% de proviennent des ventes  | -L’enseignement et la recherche -Admis publique déf.nat+police -hôpitaux publics -services culturels et sportifs  |

La définition de la production évoquée précédent, nous permet de distingues l’activité productive. Et l’activité non-productive. Ce qui nous permet d’aborder le sujet de l’activité marchande et non-marchand, du PIB marchand et non-marchand.

Deux idées ont à souligner :

- La production comporte des Biens et Services.

-La production est marchande et non marchande.

La problématique posée ici est relative aux services, car la production est marchande lorsque on procède à l’échange des B/S sur un marché avec un prix qui couvre au moins le cout de la production.

71

Les biens sont marchands par définition, alors que les services sont considérés comme marchand s’ils font l’objet de vente et d’achat sur le marché, et qu’ils sont produits par l’unité productif qui a 50% au moins de ses ressources proviennent de la vente de ce service.

les services sont considérés comme non-marchand lorsque les services sont fournis à titre gracieux, ou semi-gracieux (c'est-à-dire avec un prix qui couvre moins de 50°/° des ressources)

Le tableau ci-dessus nous indique les différents cas de figures.

**Autres agrégats :**

Le PNB : cet agrégat est utilisé dans certains pays et dans certaines organisations internationales (BM, FMI) afin de procédé à des comparaisons entre les pays.

Le PNB diffère du PIB parce qu’il prend en considération le solde des transferts de revenu avec le RDM.

PNB=PIB+S.T des revenus avec le RDM des salaires de l’E/se, des salariés et de la propriété PNN : PNN=PNB-Amortissements.

-le PIB vert = PIB-(la valeur des dégâts causé à l’environnement).

La commission Stiglitz et SEN

-IDH

72

**CHAPITRE SEPT :**

**ANALYSE DES OPERATIONS FINANCIERES OU LE FINANCEMENT DE L’ECONOMIE NATIONALE**

73

**Chapitre 08 : Analyse des opérations financières ou Le financement de l’économie nationale**

L’analyse des opérations de répartition précédemment nous a montré comment s’effectuaient les répartitions, tant primaire que secondaire, des revenus « produits » et des transferts, au cours d’une année donnée. Pour chaque agent, le solde de ces opérations de répartition est ce qu’il a épargné au cours de l’année. Cette épargne servira, en particulier, à financer les investissements de l’agent. Mais le montant des investissements peut être supérieur à l’épargne dégagée par l’agent. Ceci se traduit alors par un besoin de financement chez l’agent concerné. Par contre si les investissements sont inférieurs à l’épargne de l’agent, alors cela se traduit par une capacité de financement.

La satisfaction de ce besoin de financement, et l’utilisation de cette capacité de financement (soldes ONF) donnent naissance à une nouvelle catégorie d’opérations économiques qui montrent comment sont financés les besoins de financements des agents économiques, et comment sont utilisées leurs capacités de financement. Ce sont, ce qu’on appelle les opérations financières (0F) qui décrivent l’évolution au cours d’une année donnée, des créances et des dettes des agents économiques. Plus précisément, ce sont principalement des opérations relatives à la création et la circulation des moyens de paiement qui sont des créances immédiatement utilisables), des moyens de placement qui servent à collecter l’épargne dégagée par les agents économiques, et des instruments de financement pour la répartition des disponibilités financières, et enfin aux réserves techniques d’assurance.

En tant que moyen de payement, une opération financière est considérée comme la contrepartie de la livraison d’un bien, ou de la prestation d’un service, ou d’un droit correspondant à une opération de répartition, puisque dans la plupart des cas, les 0BS aussi bien que les OR, donnent naissance à un transfert de monnaie.

En tant qu’instruments de placement et de financement, les opérations financières (OF) sont des opérations “pures”, en ce sens qu’elles ne sont la contrepartie d’aucune opération non financière (ONF).

**1.2. Nomenclature et contenu des opérations financières**

Le SCEA adopte la même nomenclature que le SCN pour les opérations financières, elles sont classées selon leur fonction financière en :

74

1.2.1. **Instruments de paiement**

1.2.1.1. Instruments de paiement internationaux :

- L’or considéré comme une créance du pays sur le reste du monde (non inclus l’or destiné à des usages industriels).

- Les devises considérées également comme des créances du pays sur le RDM.

1.2.1.2. La monnaie : considérée comme une dette pour l’institution qui l’a émise et comme une créance pour l’agent économique qui la détient. La monnaie ou les numéraires et les dépôts à vue transférable, (comme elle est intitulée dans le SCN) comprend les billets et les pièces métallique en circulation, et les dépôts à vue transférables (comptes courants bancaires, comptes des particuliers auprès des chèques postaux…).

1.2.2. **Instruments de placement** (pour la collecte de l’épargne). Ils comprennent :

1.2.2.1. Les autres dépôts : dépôts à la caisse d’épargne, les dépôts à terme… tous les dépôts non monétaires”, *c’est* à dire tous les dépôts non transférables à vue.

1.2.2.2. Les titres à court terme (effets et bons à court terme) : ce sont les effets et bons à échéance initiale de moins d’un an.

1.2.2.3. Les obligations et les bons à long terme à échéance initiale d’un an ou plus. 1.2.2.4. Action de sociétés et parts de capital social : actions, parts, certificats, participations. 1.2.2.5. Apports en capital des propriétaires dans les quasi-sociétés

1.2.2.6. Autres

1.2.3**. Les instruments, de financement**. Ils comprennent

1.2.3.1. Les prêts à court terme non désignés ailleurs, ce sont tous les prêts non désignés ailleurs à échéance initiale de moins d’un an : prêts consentis aux entreprises, aux ménages, aux administrations.

1.2.3.2. Les crédits commerciaux et acomptes crédits consentis aux entreprises, aux ménages, aux administrations et acomptes sur travaux en cours ou avance sur travaux commandés. 1.2.3.3. Les prêts à long terme non désignés ailleurs ce sont les prêts à échéance d’un an ou plus.

1.2.4. Droit des ménages sur les réserves techniques d’assurance vie et de pension : engagements que les compagnies d’assurance-vie les caisses de pension et mutuelles, ont envers les assurés ou les bénéficiaires d’assurances. Ils correspondent à des réserves que ces organismes sont tenus de

75

constituer, à des fins d’indemnisation des assurés en cas de sinistres. Ils représentent donc des créances pour les assurés, et des dettes pour les organismes assureurs.

76

**CHAPITRE HUIT :**

**LES COMPTES DES SECTEURS INSTITUTIONNELS**

77

**Chapitre 08 : Les comptes des secteurs institutionnels**

INTRODUCTION

Le SCN 1993 définit le comptecomme étant « *un instrument qui permet d’enregistrer, pour un aspect donné de la vie économique, (a) les emplois et les ressources ou bien (b) les variations d’actifs et les variations de passifs et/ou (c) le stock d’actifs et de passifs existant à un moment donné ; les comptes de flux incluent un solde comptable qui sert à équilibrer les deux côtés du compte (c’est à dire les ressources et les emplois) et qui constituent, par eux mêmes, des mesures significatives de performance économique* »43.

Les comptes sont élaborés, d’une façon que chaque compte peut être relatif à une opération, à un secteur institutionnel, ou une branche donnée etc. ces comptes permettent d’étudier l’activité économique d’un agent donné (comme les comptes de l’administration publique ou les comptes des sociétés et quasi sociétés) ou d’une branche donnée (comme l’agriculture ou la chimie), (cf. les comptes des sociétés et quasi sociétés).

Chaque compte est un tableau en T équilibré qui nous montre une grandeur, avec deux optiques différentes, d’un coté les ressources et de l’autre coté les emplois, pour ce qui est des opérations non financières. Pour les opérations financières, on a d’un coté les variations d’actifs et de l’autre coté, les variations de passifs. Les comptes sont classés par succession, les soldes assurent l’articulation entre les comptes.

Nous donnons les comptes des secteurs institutionnels selon le SCN 1993, suivis des comptes des secteurs institutionnels du SCEA.

43OCDE « Système decomptabiliténationale 1993, Glossaire » OECD publications, Paris 2000 p 17

78

**1. Les comptes des secteurs institutionnels selon le SCN 1993**

Nous produisons ci-dessous Les comptes des secteurs institutionnels selon le SCN 1993. **Les comptes des secteurs institutionnels selon le SCN 1993**44

**II) comptes courants**

****

44 Source :

- H.V. Gbossa « Le système des comptes nationaux » op cit pp 35-45

- M. Séruzier « Construire les comptes de la nation, selon le SCN 1993 » op. Cit. pp 122-125 On souligne quelques discordances entre la présentation des comptes chez les deux auteurs, comme c’est le cas avec le compte II.3 : Compte de redistribution du revenu en nature (pas de cotisations sociales coté emplois chez H.V. Gbossa, chez ce même auteur, le compte II.4.2 : Compte d'utilisation du revenu disponible, est scindé en deux : « Compte d'utilisation du revenu disponible » et « Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté », avec un traitement particulier de la consommation finale.

79

80